

Évaluation réalisée avec l'appui du F3E pour le RADSI

**Rapport final – 318 Ev -
ANNEXES**

Evaluation externe du Réseau Aquitain pour le Développement et la
Solidarité Internationale, RADSI (2003 – 2010)

26 juin 2011
VERSION FINALE

Danièle Sexton &
Tel : 05 62 34 94 10,
d.sexton@laposte.net

Mathieu Daupleix
Tel : 06.24.59.29.62
mathieu@daupleix.com

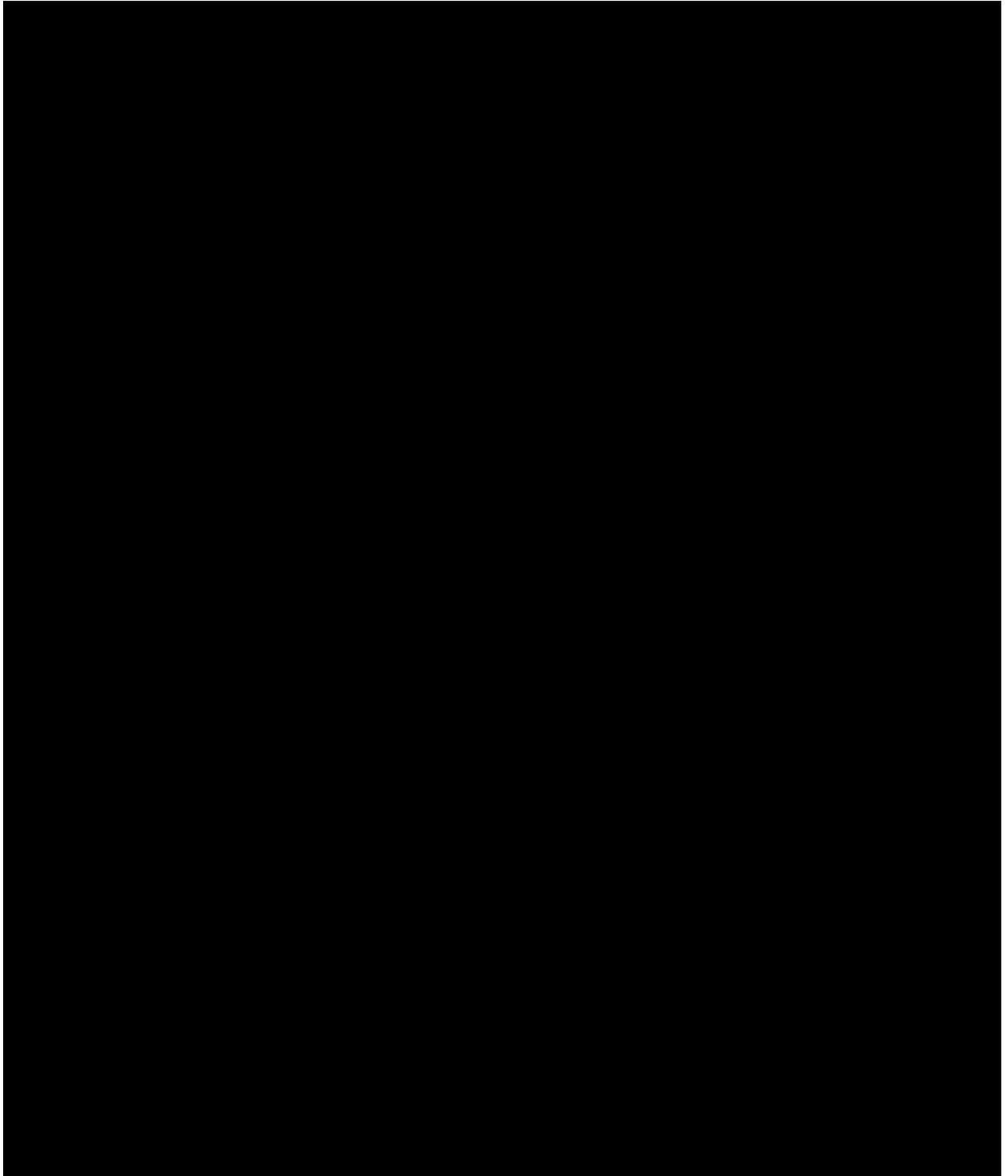
Sommaire

1	Annexe 1 : Liste des entretiens réalisés	3
2	Annexe 2 : Liste des membres du RADSI fin 2010.....	4
3	Annexe 3 : Résultats des questionnaires aux membres	5
4	Annexe 4 : Résultats de l'enquête aux non membres.....	11
5	Annexe 5 : Principaux partenariats du RADSI	15
6	Annexe 6 : Retours d'expériences d'autres réseaux	17
7	Annexe 7 : Références bibliographiques sur les nouvelles formes de militance.....	24

1 Annexe 1 : Liste des entretiens réalisés

<p>Premiers entretiens membre COPIL</p> <p>(5)</p>	<p>Présidente du RADSI, Anne Cordebart, membre du CCFD Secrétaire du RADSI Dany Bauer, membre du GREF 33 Vice Président du RADSI, Bernard Bénéteau, antenne 64, membre des Amis de Sabou</p> <p>Membre fondateur Francie Albarran, membre de Peuples Solidaires Bordeaux Membre historique Ghislain Brégeot directeur d'IFAID</p>
<p>Personnes ressources (2)</p>	<p>Ancien présidente et membre d'honneur : Véronique de Poncheville Ancien président et membre d'honneur : Christian Fleury</p>
<p>Salariées (2)</p>	<p>Coordinatrice (salariée) : Tiphaine Ardouin, Chargée de mission (salariée) : Anita Madavane</p> <p>(Entretiens et divers mails)</p>
<p>Membres (44 / 48)</p>	<p>39 questionnaires remplis, 3 autres contributions, 44 entretiens réalisés = 48membresdu RADSI contactés</p>
<p>Ex membres (2)</p>	<p>Médecins du Monde Pau, ATBA</p>
<p>Enquête non membres (29)</p>	<p>25 OSI, 4 divers.</p>
<p>Partenaires (locaux / régionaux / nationaux) (11)</p>	<p>Conseil Régional d'Aquitaine (2), Délégation aux affaires Européennes / Internationales et Coopération Internationale : Laurent Rey-Lescure / Pierre Pédico. DRJSCS, Service vie associative : Jean-Marie Cabanas DAREIC Partenariats scolaires, Solidarité internationale, enseignement professionnel Francis Dazinière DRAF - CCoop Aquitaine Isabelle Wilwertz Cap Coopération : Bénédicte Récapé Graine Aquitaine : Julie Charles CG 24, Service des Affaires Européennes et de la coopération décentralisée : Valérie Chamouton DDCSPP 40 Landes imaginations, Marie-Thérèse Dussau Mairie de Pessac, service éducation, Caroline Haramburu CFSI AlimenTerre : Anne Dorgéval</p>
<p>Autres structures (autres régions, nationales) (3)</p>	<p>CASI Bretagne : Sonia Scolan, salariée CADR Rhône Alpes: Julie Colom, salariée CUF national: Astride Fray, salariée</p>

2 Annexe 2 : Liste des membres du RADSI fin 2010



3 Annexe 3 : Résultats des questionnaires aux membres

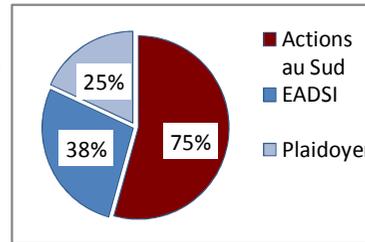
1] « Votre relation au RADSI »

Qui sont les répondants ?

- 54% des répondants sont les Présidents des associations
- Les 2/3 des répondants sont implantés en Gironde
- Près des 2/3 des associations ont été créées avant 2000
- Plus de la moitié des répondants n'ont pas de salarié

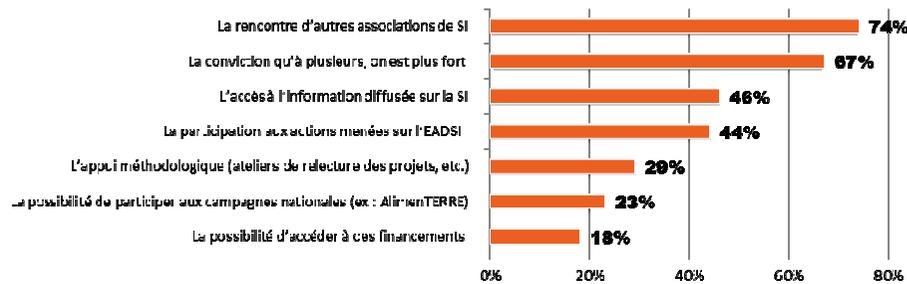
L'objet principal des associations membres : l'action de terrain au Sud (75%)

Quel est l'objet principal de votre association ?



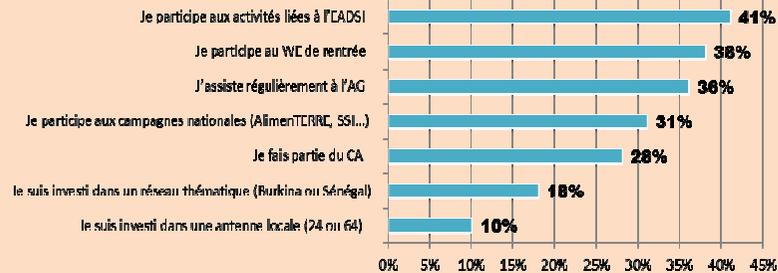
La motivation à adhérer : avant tout la rencontre d'autres ASI Moins de la moitié ont adhéré pour participer aux actions d'EADSI, 29% pour des appuis méthodologiques aux projets au Sud

Qu'est-ce qui a motivé votre association à adhérer au RADSI ? (plusieurs réponses possibles)



Les activités liées à l'EADSI restent le principal catalyseur de la participation des membres

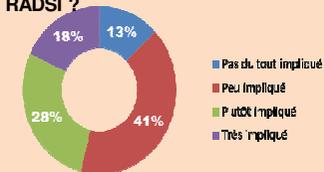
Comment vous impliquez-vous dans le RADSI ? (plusieurs réponses possibles)



La participation

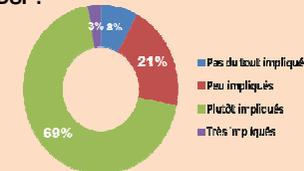
Tous les membres ne sont pas « actifs » : plus de la moitié (54%) se déclarent peu ou pas impliqués dans le réseau

Comment définiriez-vous votre niveau d'implication actuel dans le RADSI ?



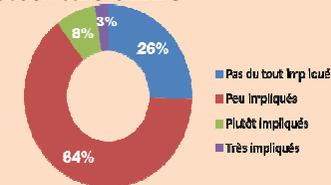
72% des répondants estiment tout de même que les autres membres sont impliqués

Comment définiriez-vous le niveau d'implication des autres adhérents du RADSI ?



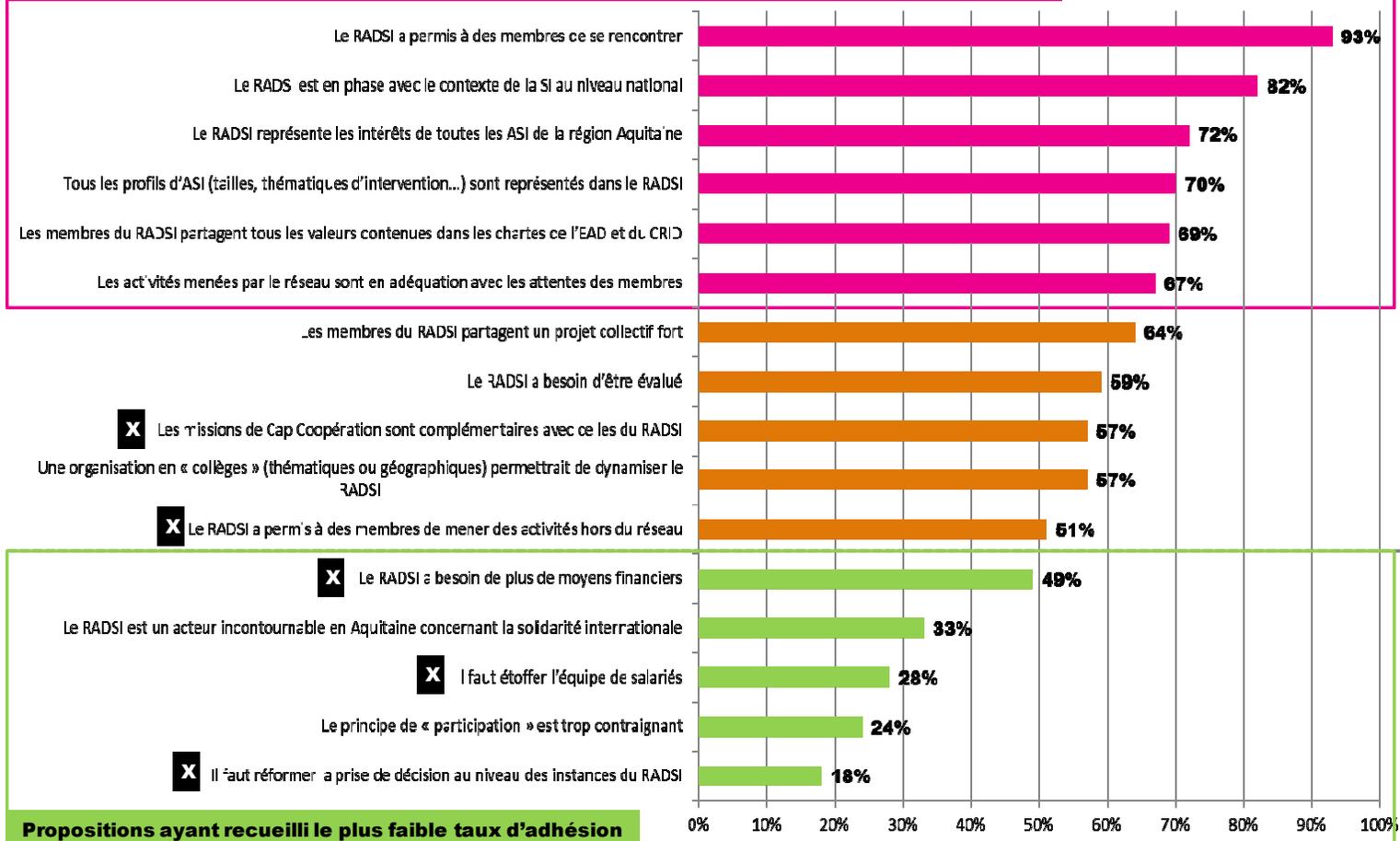
Une relation individuelle plus que de structure

Comment définiriez-vous le niveau d'implication des autres membres de votre association dans le RADSI ?



2] « Votre vision du RADSI »

Propositions validées par plus des 2/3 des participants ("Tout à fait d'accord" + "plutôt d'accord") > 66%)



Propositions ayant recueilli le plus faible taux d'adhésion

Propositions ayant recueilli un taux d'abstention > 40% des répondants

3] « Le bilan que vous faites du RADSI »

6,76/10 : c'est la moyenne globale que les répondants attribuent au RADSI

Cette « mention AB » cache quelques disparités :

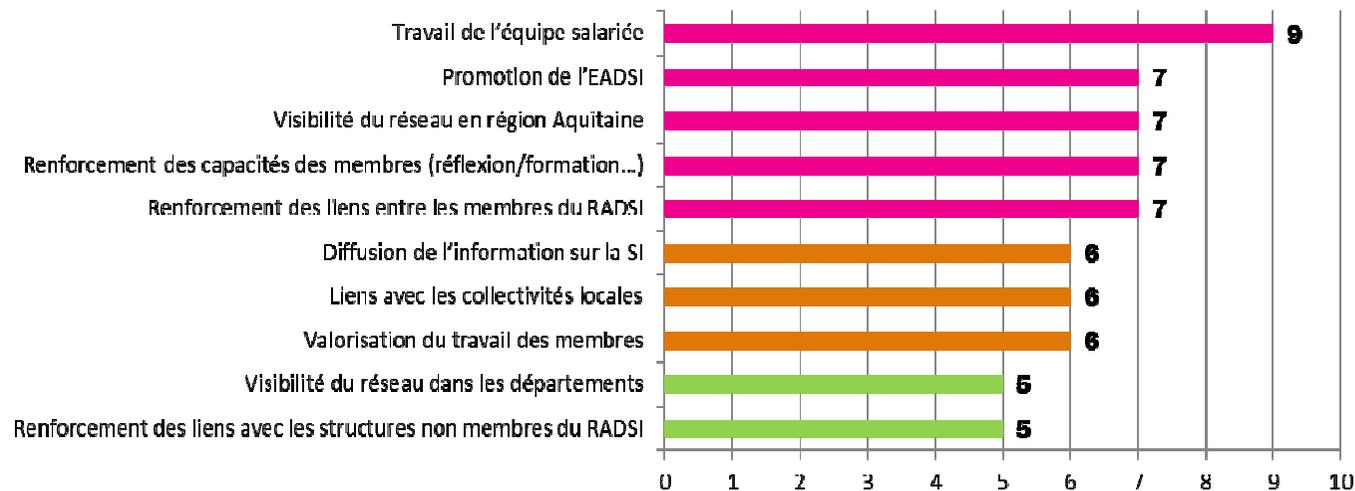
1) Le plébiscite concernant le travail de l'équipe salariée est réel mais doit être nuancé

Si l'investissement des salariées est unanimement salué, les entretiens nous apprennent que plusieurs personnes estiment que ce surinvestissement traduit une faiblesse du portage « politique » du réseau.

2) La visibilité du réseau en région est appréciée, mais une faiblesse est pointée au niveau des départements

3) Le réseau a tenu ses promesses concernant le « renforcement des liens entre ses membres », mais le renforcement avec les structures non membres reste peu valorisé

Notation sur une échelle allant de 0 à 10



4] « Vos attentes vis-à-vis du RADSI »

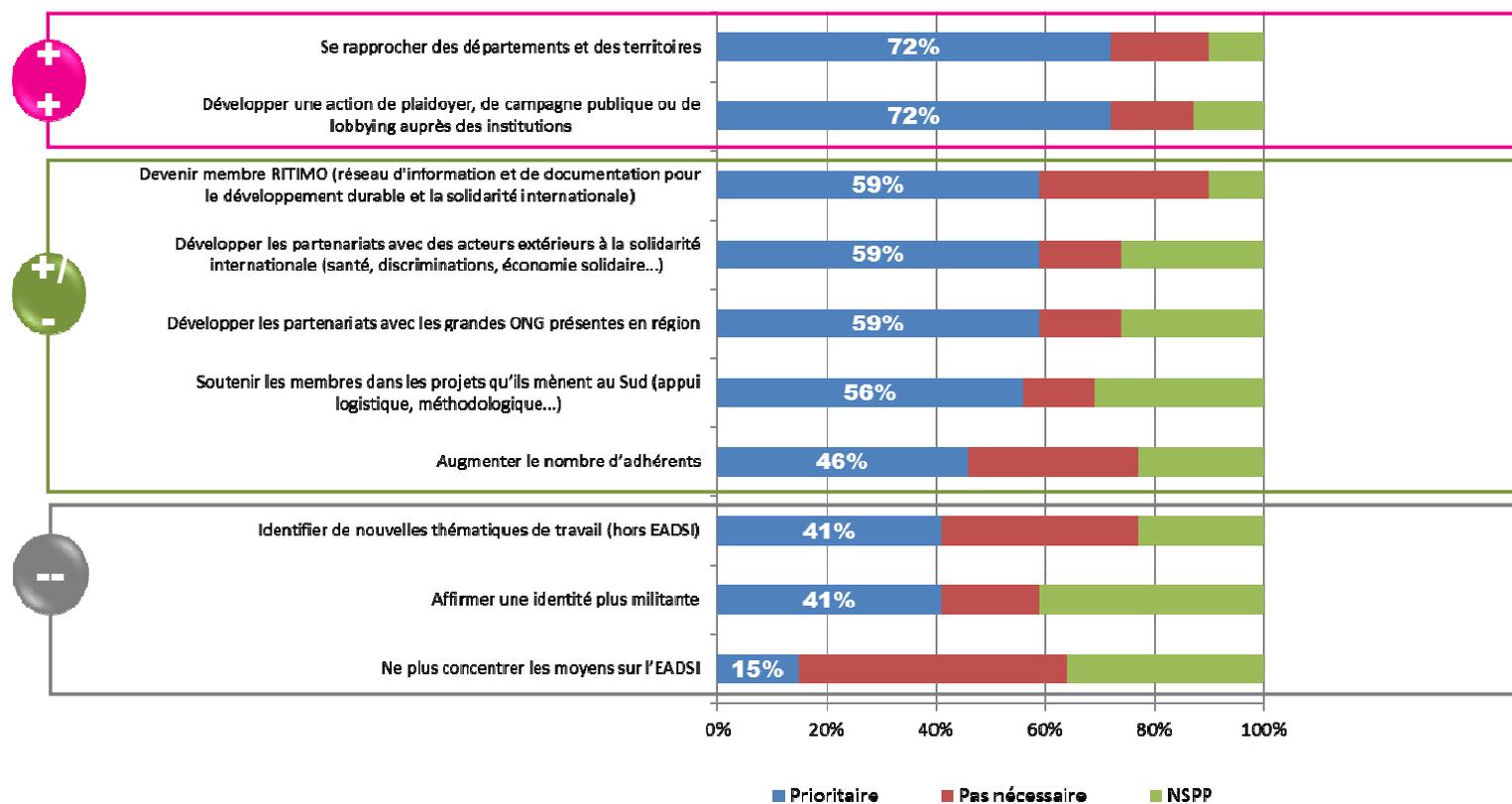
1) La présence au niveau local demeure une aspiration forte des membres

Avant tout pour des motifs « logistiques » (la proximité géographique facilite la participation)) mais aussi pour être plus proche de leurs préoccupations, dynamiques locales et partenaires territoriaux

2) Des attentes fortes concernant le plaidoyer, sans que cela se traduise pour autant par le besoin d'une identité plus militante: le domaine du plaidoyer reste à définir (plaidoyer avec des campagnes publiques ou mission de présentations des ASI ?)

3) Une ouverture recherchée vers d'autres acteurs et secteurs (ESS) pour de nouveaux partenariats

4) Le souhait de maintenir des services d'appui aux membres sur les projets au Sud (appui logistique, méthodologique..) même si l'orientation sur l'EADSI reste confirmée



Les « profils-types »

Peu de variables « discriminantes »

Statistiquement, peu de typologies s'avèrent pertinentes pour distinguer le positionnement des membres du RADSI

> Il semblait par exemple « logique » de penser que les membres implantés en Gironde, de part leur proximité, seraient plus enclins à participer. Ce n'est pourtant pas le cas, ils sont d'ailleurs proportionnellement plus nombreux à se déclarer « peu ou pas impliqué » dans le réseau.

> Seul le niveau d'implication déclaré permet de faire apparaître quelques tendances.

ZOOM sur les répondants qui se déclarent « peu ou pas impliqués »

Statistiquement, le fait d'être peu ou pas impliqué influe sur plusieurs variables

> **Une difficulté à se représenter la valeur ajoutée du réseau** : à l'évidence, le fait de ne pas participer à la vie du RADSI empêche certains membres de se représenter les tenants et aboutissants du réseau, ce qui se traduit par une majorité de « ne se prononce pas » (NSPP) aux questions stratégiques.

> **Une volonté de statu quo pour le RADSI** : par contre, les mêmes personnes se positionnent plus sur l'avenir du RADSI et revendiquent une sorte de « statu quo », peu de mesures remportant leur adhésion. ils n'estiment par exemple pas nécessaire de développer une action militante ; une action de plaidoyer ; de se rapprocher des grandes ONG ; se rapprocher de territoires, devenir membre RITRIMO.

ZOOM sur les répondants qui se déclarent « très impliqués »

Statistiquement, le fait d'être très impliqué influe sur plusieurs variables

> **Le motif de l'adhésion** : les « très impliqués » ont avant tout adhéré tout pour participer aux actions menées sur l'EADSI et aux campagnes nationales (telles que alimenTERRE) et non pas pour la recherche de financements.

> **Les vecteurs de la participation** : ces personnes investissent tous les supports de participation (les campagnes nationales, le CA, l'AG et le WE de rentrée.)

> **Les orientations stratégiques** : ces personnes estiment proportionnellement plus que les autres qu'une organisation en collèges serait profitable au RADSI.

4 Annexe 4 : Résultats de l'enquête aux non membres

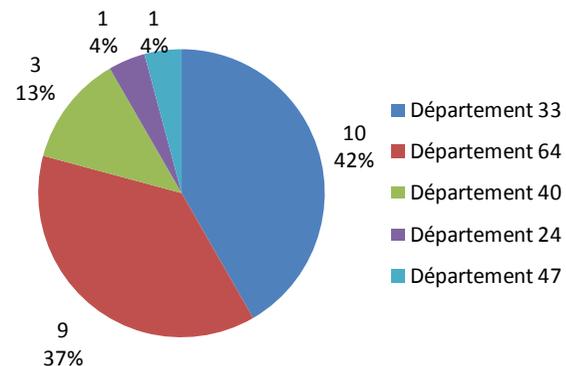
1] Les ASI non membres qui ont répondu

Qui sont les répondants ?

- 48% des répondants sont les présidents des associations et 28% d'autres membre des CA
- 60% des ASI qui ont répondu n'ont pas de salarié
- Les réponses aux questionnaires étaient individuelles

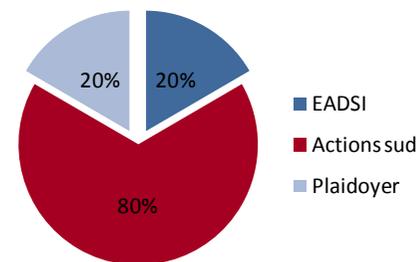
Des répondants de Gironde et Pyrénées Atlantiques

42 % des répondants sont implantés en Gironde et 37% en Pyrénées atlantiques (participation relativement élevée)



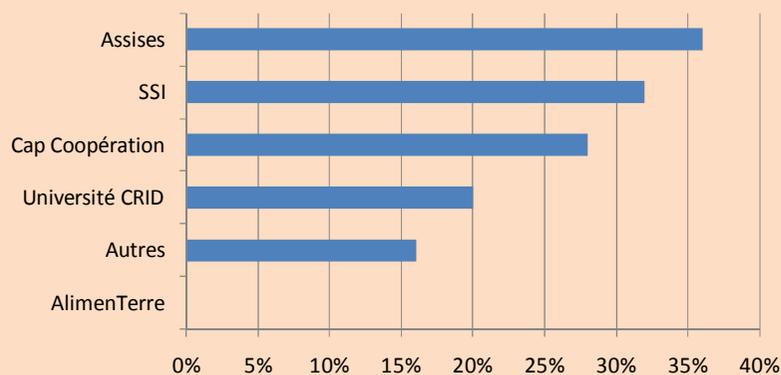
La mission des ASI répondants : avant tout les actions au Sud...

Quel est l'objet principal de votre association ?



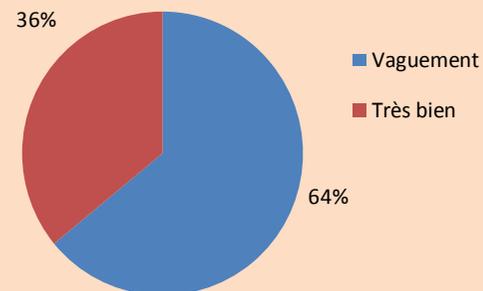
Un tiers de ces ASI participe aux Assises de la Coopération, à la SSI et aux activités de Cap Coopération 20% ont participé à l'Université d'été du CRID

Parmi ces événements, auxquels avez-vous participé ?



Des ASI qui connaissent le RADSI, mais peu

Connaissez vous le RADSI (Très bien / Vaguement / Non) ?



2] Le positionnement sur les réseaux

Des ASI qui voient l'intérêt pour un réseau régional

Pensez-vous qu'il est nécessaire que les acteurs de la SI en Aquitaine soient en réseau pour que leurs intérêts soient représentés ?

96% approuvent l'idée d'un réseau régional

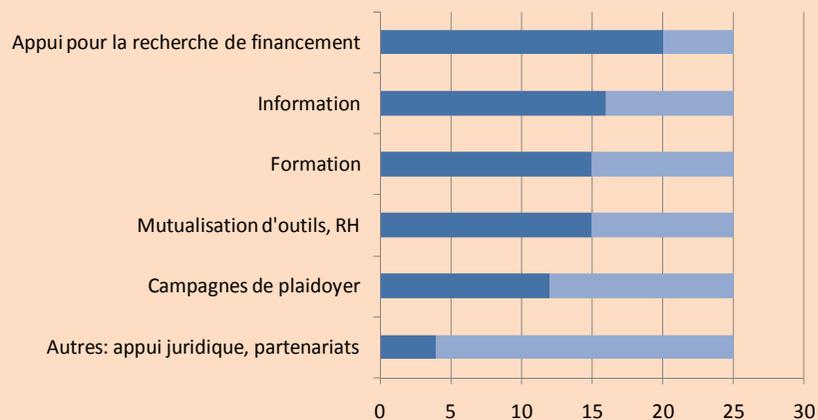
Des ASI qui participent déjà pour un tiers à des réseaux

36% font déjà parti d'un réseau:

- > un réseau national : réseau national Haïti / réseau jeunesse / ASAH
- > un réseau régional ou local: Résilandes / Collectif animé par le CG de Dordogne / Cap Coopération

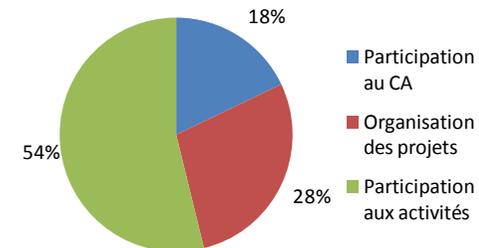
Des ASI qui attendent surtout d'un réseau régional des services d'appui ...

Que pourriez-vous attendre d'une adhésion à un réseau d'ASI ?



... et qui seraient prêtes à s'investir sur le portage de projets (28%) et sur les activités (30%)

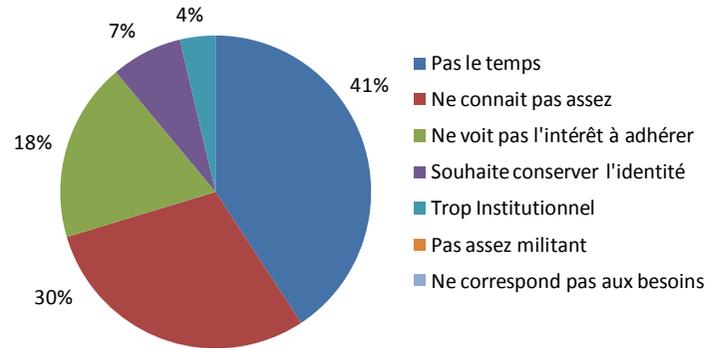
Quel niveau d'investissement seriez-vous prêts à consentir ?



3] Le positionnement face aux RADSIs

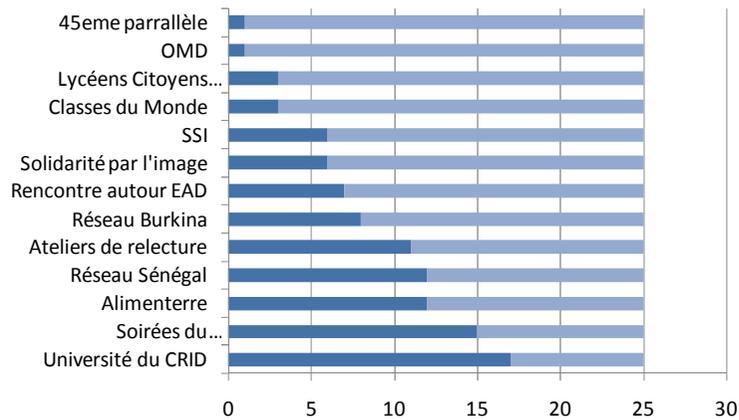
**85 % de ces ASI ont déjà pensé adhérer au RADSIs
Mais n'ont pas adhéré par manque de temps pour s'investir et
manque de connaissance du réseau**

Pourquoi avez-vous pour l'instant fait le choix de ne pas adhérer au RADSIs ?



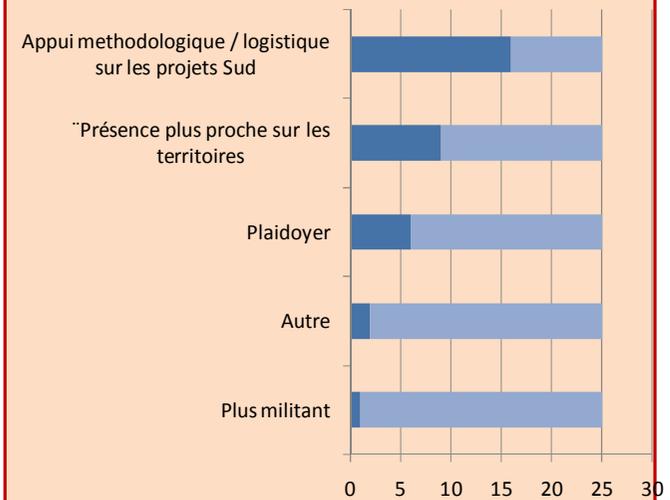
**Des ASI qui identifient le RADSIs surtout à l'Université d'été / aux Soirées
du Développement / à AlimenTerre / au Réseau Sénégal et aux Ateliers de
relecture**

Quelles actions vous semblent portées par le RADSIs en région ?



**Une adhésion éventuelle au RADSIs soumise à
l'apport de services d'appui méthodologiques
pour les projets Sud et à une présence plus
proche sur les territoires**

Quels changements vous donneraient envie d'adhérer au RADSIs ?



5 Annexe 5 : Principaux partenariats du RADSI

	Partenaire	Type de partenariat	Contenu
Partenaires Publics régionaux	Conseil Régional d'Aquitaine (CR) Direction des Affaires internationales et de la coopération	Convention annuelle Partenariat financier : 50 000 € Partenariat technique : - Participation au comité de pilotage de l'appel à projet du CR (accompagne réflexion) - Actions de communication commune (« 50 ans de l'indépendance ») - Réflexion sur la mise en place d'une plateforme régionale sur le volontariat (avec d'autres et Cap Coopération)	Programme d'activités détaillé annuellement sur proposition du RADSI 3 missions de « tête de réseau » et de relais vers les associations membres: - Favoriser les temps de rencontre et échanges (entre associations et avec les collectivités) - Renforcer les capacités des membres (rôle d'appui conseil, relais du CR pour l'appel à projet) - Structurer et mener des actions d'EADSI vers le grand public et les jeunes
	Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports (DRJSCS)	Partenariats dans le cadre de l'agrément « organisme d'éducation populaire » obtenu (démarche éducative et fonctionnement démocratique). Partenariat financier : 2°500 € Partenariat technique : - Formation de certains bénévoles du RADSI	Action ponctuelle depuis 2008 - création du site web pour les jeunes MetisiteM, mise en contacts, retours d'expériences
	Direction Académique Régionale de l'Éducation (DAR EIC)	Relation non contractualisée Partenariat financier : non (chaque établissement a son budget) Partenariat technique : - Relais vers les établissements et enseignants, publication dans le programme de formation officiel - Comité de pilotage des actions ne commun	Projets depuis plusieurs années - Rencontres EAD pour la formation des enseignants (50) - Formation et guide pédagogique sur les OMD / collaboration Maif / Mgen / et autres associations hors RADSI
	DRAF / CCoop	Relation non contractualisée Partenariat financier : non Partenariat technique : - Comité de pilotage Festival AlimenTerre, en complément des activités et outils propres d'EADSI - édition / diffusion de plaquette dans les établissements agricoles	Festival AlimenTerre dans 6 lycées agricoles, 1 CFA. - Relais pour la sélection des films et les droits de diffusion - Animations ponctuelles par 1 association du RADSI : Association d'idées.

	Partenaire	Type de partenariat	Contenu
Partenaires publics locaux	Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du département des Landes (DDCSPP40) Landes imagin'actions	Relation non contractualisée Partenariat financier : non Partenariat technique : - Relais vers les formateurs des jeunes (pour appuyer les initiatives SI des jeunes) - Relais vers les associations qui s'intéressent à la SI	Collaborations ponctuelles - Formation des accompagnateurs de jeunes sur les projets de SI et création de fiches de critères sur les projets de SI (avec d'autres associations). - Information sur la SSI, relais avec les membres de RésiLandes
	Mairie de Pessac Direction de l'éducation Services du protocole	Convention ponctuelle Partenariat financier : 1 000 euros Partenariat technique : - moyens logistiques dans le cadre de la SSI	Action délimitée d'EADSI depuis 3 ans - Classes du Monde, animation vers les CM1/CM2, 6 classes en 2010, diverses associations - Coordination SSI
Partenaires privés locaux / nationaux	MGEN Aquitaine	Convention Partenariat financier : 1000 euros Partenariat technique : non	Action délimitée en partenariat avec le RADSI et la DAREIC - Animations par les associations et matériel pédagogique sur les OMD
	CRID	Convention Partenariat financier : 4500 euros + 13000 (Université du CRID) Partenariat technique - Formation SSI - Comité de pilotage national SSI - Comité de pilotage Université d'été	Action annuelle SSI et ponctuelle sur l'Université d'été 2010 - COORACE : définition d'une stratégie régionale basée sur l'appui aux collectifs SSI et aux actions de communication - Coordination et animation UI
	CFSI	Convention Partenariat financier : 1000 euros Partenariat technique - Formation AlimenTerre - Suivi du comité de pilotage en région, évaluation	Action annuelle - Coordination / relais de la campagne nationale - Animation du festival AlimenTerre - Partenariats locaux notamment avec les lycées agricoles

Tableau 1 : Liste des principaux partenariats en 2010

6 Annexe 6 : Retours d'expériences d'autres réseaux

<p>Le réseau régional CASI Bretagne</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Créé en 1996, aujourd'hui le CASI regroupe 41 associations (beaucoup sans salariés), 5 collectifs des départements, 4 centres Ritimo. ☞ Base de l'adhésion : l'adhésion au projet de la CASI (étude des candidatures en CA), adhésion sélective pour garder un dénominateur commun. Mais le CASI développe des services aux membres et non membres. ☞ Financement principal du Conseil Régional de Bretagne pour un soutien aux associations, comme tête de réseau (jamais pour des prestations de services qui doit rester le rôle des associations). Recherche d'indépendance : sans les fonds publics, le CASI peut maintenir une salariée à mi-temps. ☞ 1 salariée
<p>Identité et positionnement sur le territoire</p>	<p>Pour le CASI, sa plus valeur du réseau en Bretagne:</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Ne peut pas être sur l'appui direct aux membres ni sur l'EAD : la distance est un facteur limitant majeur et des collectifs locaux sont plus efficaces. Le CASI peut aider à créer / renforcer ces collectifs mais ne peut apporter en direct. ☞ En EAD, le CASI ne veut pas rentrer en concurrence avec les associations qui peuvent conventionner directement avec des collectivités locales et coordonner leurs actions. ☞ La plus valeur d'un réseau régional existe sur le portage des positionnements politiques des associations (faire entendre la voix des associations), la valorisation de leurs expertises, la mutualisation de certains moyens et l'ouverture / la création de liens vers d'autres secteurs <p>Le CASI a choisi donc un positionnement spécifique : non pas descendant vers un territoire, mais ascendant pour faire écho aux dynamiques locales, les valoriser et les renforcer en leur ouvrant de nouvelles perspectives.</p> <p>Les missions du CASI :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mission de faire entendre la parole des membres pour participer aux débats sur le développement ici et là-bas (représentation / plaidoyer). Le CASI fait remonter l'avis de ses membres sur le développement du Sud en général, et en Bretagne pour plus de solidarité avec les pays du Sud. Rappel du besoin de solidarité sur diverses thématiques : le choix énergétique / l'éducation / la politique migratoire. 2. Mission de valoriser l'expertise des membres, apporter leur expertise vers l'extérieur <ul style="list-style-type: none"> • Par exemple sur le Commerce équitable : travail en interne, avec les membres positionnés sur ces thématiques pour produire un document régional • Intervention des membres du CASI aux assises de la coopération 3. Mission de faciliter la création de liens institutionnels vers d'autres réseaux, d'autres secteurs (ESS / DD). Le CASI est membre des CPCA depuis toujours, le lieu de toutes les coordinations associatives de Bretagne. Les seuls projets que porte directement le CASI sont des projets avec les acteurs du DD, de l'ESS. Sur ces projets, l'objectif est de tisser des liens et premiers échanges entre ces acteurs de mondes divers au niveau régional (rencontres régionales, action de formation en commun) pour qu'ensuite les membres développent mieux leurs partenariats au niveau plus local. 4. Le CASI travaille beaucoup à identifier et créer des personnes ressources.

	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de projets collectifs ni un rôle de coordination sur un territoire. Les associations ou collectifs locaux sont plus légitimes et plus proches, plus efficaces pour coordonner ou mener des projets. S'il y a une demande, une association membre peut recevoir un appui du CASI pour répondre à des besoins de coordination (avec budget pour ses déplacements, temps). • Pas de rôle de relayer des campagnes nationales vers le local (démarche descendante) comme pour AlimenTerre. La CASI peut être par contre le lieu ou des démarches nationales rencontrent des initiatives locales. • Pas de missions d'EAD vers divers publics
Complémentarité multi-acteurs	Le CASI participe à la plateforme multi-acteurs l'APSI (créé en 2004) pour apporter un positionnement politique et des revendications sur la SI mais aussi pour le développement des territoires. Le CASI est reconnu sur ses apports aux débats
Gouvernance et participation	<p>La participation des membres n'est pas toujours facile mais est globalement régulière. Les membres sont mobilisés suivant leurs expertises / suivant les thématiques. La distance reste un facteur limitant la participation (d'où choix de renforcer les dynamiques locales). Les collectifs départementaux / sous départementaux font le relais.</p> <p>Il y a deux types de membres : les membres actifs qui peuvent intégrer le CA, l'adhésion simple possible pour débiter (2 ans maximum).</p> <p>Le CA est l'instance de décision et pilotage du CASI. Il doit y avoir une représentation de chaque département dans le CA.</p> <p>Le portage politique des actions est très fort par l'ensemble du CA : chaque administrateur est référent d'un thème de travail et anime des chantiers. Aucune action (de positionnement politique, d'apport d'expertise sur un thème, de créations de liens avec d'autres secteurs) ne fonctionne sans un portage direct par le CA. Le bureau a le rôle de coordonner le travail du CA. Le CA se réunit tous les trimestres + réunions téléphoniques et travail par mail (CA tournant par département, AG au centre).</p> <p>Le CASI a la volonté de toujours mettre en avant le travail des membres : il n'y a aucune participation de la salariée à des actions de représentation ou face à un public.</p> <p>La participation des membres du CA est facilitée par des outils : espace collectif de travail sur le site WEB. Travail entre administrateurs, par thématique.</p>

<p>Le réseau régional CADR Rhône Alpes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Créé en 1986, aujourd'hui 57 membres (42 du Rhône) + 6 personnes ressources individuelles ☞ Pas d'antennes mais 5 réseaux thématiques (tourisme solidaire / commerce équitable / Paix et Développement / solidarité avec Haïti / collectif SSI) avec des membres et non membres) ☞ Des financements du CR essentiellement pour des missions d'appui aux divers réseaux, recherche active de financements privés (mécénat) ☞ 4 salariées (répartition sur les 5 réseaux + animation globale du collectif)
<p>Identité et positionnement sur le territoire</p>	<p>Pour le CADR, sa plus value en Rhône Alpes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Est difficile sur l'ensemble de la Région et il se concentre plus sur le département du Rhône (le CADR était une dynamique départementale initialement) ☞ Peut aider à mieux structurer le milieu de la SI en appuyant les dynamiques de réseaux existants, et en faisant travailler ensemble les associations au sein des réseaux notamment sur des actions collectives d'EAD ☞ Peut diffuser de l'information / orienter les associations individuelles (notamment vers les réseaux) et offrir des outils / formations à ses membres ou en créer collectivement <p>Le CADR se positionne donc comme une structure régionale en appui à des collectifs (réseaux) et d'information à l'ensemble des ASI. Les missions du CADR:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Animer et renforcer les 5 réseaux. Chaque année, le CADR aide chaque réseau à définir son programme annuel et réfléchir comment mobiliser des financements pour ces actions. Les actions en commun peuvent être au Sud (réseau tourisme / Haïti) ou en EAD. Les actions collectives au sein des réseaux doivent mobiliser au moins 10 associations par action collective (membres ou non membres) 2. Favoriser les liens avec les collectivités, les financeurs pour présenter les projets des réseaux 3. Relayer les actions / campagnes des réseaux pour leur donner plus de visibilité 4. Capitaliser et créer des outils / publications avec les associations membres 5. Offrir des formations aux membres
<p>Complémentarité multi-acteurs</p>	<p>Il existe depuis 1994 le réseau multi-acteurs Résacoop qui a pris ensuite la forme juridique de GIP. Le CADR n'est pas membre du GIP mais participe à certaines actions. Résacoop est reconnu pour la qualité de ses formations (mobilisation du CIEDEL / des universités / d'ONG).</p> <p>Il existe une certaine complémentarité mais aussi concurrence entre Résacoop / CADR. Résacoop organise notamment des appuis et formations aux associations. Sa dynamique est plus individuelle, et plus technique. Le CADR travaille plus vers des réseaux ou diverses associations pour faciliter les dynamiques collectives et cherche dans ses formations à questionner plus sur les enjeux du développement.</p> <p>Le CADR souhaite développer une offre de formation plus militante / associative et travaille avec la CRESS sur cette proposition</p>
<p>Gouvernance et participation</p>	<p>Les associations participent toutes aux actions de leurs réseaux et à certains moments de la vie du CADR (toutes sont actives). Ce sont des associations avec surtout des bénévoles et des personnes retraitées (très actives). Il y a 1 personne (en général bénévole) référent par réseau auprès de l'équipe salariée.</p> <p>Le CA du CADR est une instance de décision et pilotage. Il y a une présence dans la CA de représentants de chaque réseau (13 administrateurs très actifs). Le CA encadre l'action de l'équipe de salariées.</p>

<p>Le réseau national CUF</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Réseau de collectivités impliquées dans la SI
<p>Identité et positionnement sur le territoire</p>	<p>Les missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Echange d'informations / formation entre les membres ☞ fonction de représentation des membres, liens avec le Ministère des Affaires Etrangères. <p>Le CUF établit de plus en plus des liens avec les réseaux multi-acteurs avec un travail de conventionnement. La Direction des (Relations) des Collectivités Territoriales (DRCT) insiste fortement sur le maillage des réseaux.</p>
<p>Complémentarité multi-acteurs</p>	<p>Il n'y a pas d'attentes particulières vers les associations en tant que CUF, sauf dans les territoires où il n'y a pas de plateformes multi-acteurs.</p> <p>Il est important cependant de bien trouver les complémentarités entre des réseaux multi-acteurs comme Cap Coopération / et associatifs comme le RADS. Pour mobiliser un territoire sur la SI, il est important de mobiliser tous les acteurs et chaque réseau peut trouver ses légitimités.</p>
<p>Gouvernance et participation</p>	<p>Pour faciliter la participation, l'animation du réseau,</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ réunions à Paris de « groupes pays ». Les membres sont très intéressés. Les petites structures viennent pour de l'information, pour un appui, les plus grosses pour faire parler de leurs actions (visibilité). ☞ visites sur les terrains de nos membres lors de la SSI / pour leurs journées de la coopération décentralisée. ☞ assises thématiques pour mobiliser les membres (par exemple les assises du « groupe jeunes »). ☞ Newsletter à 3500 contacts : on annonce les événements : ils sont repris dans les réseaux régionaux. ☞ Les groupes fonctionnent bien quand un élu / un représentant de CA porte le groupe. La CUF est un réseau politique : ce sont les élus qui portent les groupes.

<p>Le collectif national CRID</p>	
<p>Réflexion sur le positionnement des réseaux régionaux sur le territoire</p>	<p>19 membres du CRID ont des relais en Aquitaine qui ne sont pas membres du RADSJ. Il apparaît pourtant important de dynamiser un réseau régional avec les relais d'associations nationales pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Tisser des liens entre les dimensions nationales et locales ○ Les associations très locales sont moins intéressées par une dynamique régionale ○ Les groupes locaux ont souvent leurs propres outils de réflexion et élèvent le débat <p>Un réseau doit apporter des services aux membres pour faciliter l'action collective :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ organisation de débats avec de intervenants externes ☞ formations (analyse des besoins des associations et thèmes prioritaires, offre de journées de formation) ☞ Organisation de campagnes / ou action pour porter la voix des associations <p>Il est important de tisser aussi des liens vers les acteurs de DDH, DD, ESS.</p>
<p>Complémentarité multi-acteurs</p>	<p>Il est primordial que les réseaux associatifs se maintiennent aux côtés des dynamiques multi-acteurs qui ne peuvent être des acteurs uniques sur la SI. Le risque de « consensus mou » au sein de ces plateformes existe. L'existence de réseaux associatifs engagés / militants peut et doit animer les débats.</p>
<p>Gouvernance et participation</p>	<p>Tenant compte de l'étendu de l'espace, un réseau régional se doit de renforcer la dynamique de collectifs locaux / ou sous réseaux (autour de diverses thématiques) tout en définissant des actions fédératives qui rassemblent les membres (assises / campagnes).</p> <p>Il est important qu'il existe des lieux de débats décisionnaires au cours desquels les membres peuvent débattre des orientations et priorités (AG avec des dynamiques / journées de réflexion..).</p>

<p>Le réseau régional Graine D'Aquitaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ 90 associations de DD des divers départements. (30 actives), presque toutes avec des salariés ☞ certaines associations font partie des 2 réseaux (RADSI / Graine)
<p>Identité et positionnement sur le territoire</p>	<p>Les missions du réseau:</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Coordination / portage de projets régionaux ou interviennent les associations (sur des formations, animations) ☞ journées de formation initiale des membres (pour pouvoir participer aux projets collectifs), accompagnement pédagogique ☞ Mobilisation des membres rémunérée (pour aider à professionnaliser les associations). C'est un enjeu de renforcer les associations qui sont fragilisées (baisse de financements) ☞ Centre de ressources et diffusion des informations des membres (valorise les expériences et actions des membres) ☞ Animation de la vie du réseau : assises locales / puis régionales / puis nationale. Ouverts à tous les acteurs d'éducation à l'environnement. Pour faire remonter les besoins <p>Enjeux : voire comment conserver le dynamisme des associations malgré la diminution des ressources, redistribuer des ressources qui sont plus facilement accessibles au réseau régional.</p> <p>Il existe des liens entre DD et SI et intéressant de les renforcer (rapprocher le RADSI / Graine).</p> <p>Mais c'est important de trouver l'angle d'attaque (non prioritaire pour les membres). Certaines associations mènent des actions à l'internationale, les associations peuvent se retrouver sur le besoin de « comprendre le monde » et l'origine des déséquilibre des relations internationales Nord-Sud.</p> <p>Important pour Graine de parler aussi des pays de l'Est et valoriser la dimension de solidarité locale : on peut aussi faire des actions ici, en changeant nos habitudes.</p>
<p>Gouvernance et participation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Réseau régional qui a son siège volontairement pas à Bordeaux pour faciliter la participation de tous (1h au Sud). Situation plus centrale. ☞ Dans le CA : répartition des membres avec des membres des divers départements (pas statutaire). ☞ Le réseau : les associations, l'équipe salariée n'intervient jamais sur des animations.

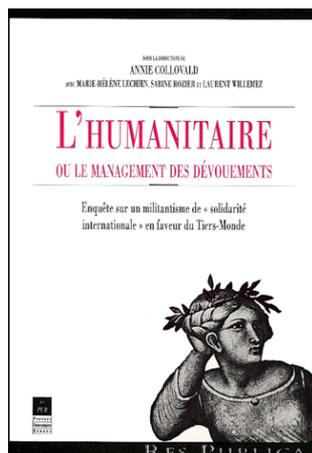
<p>Le CCFD coordination régional</p> <p>Aquitaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Coordination Régionale avec une mission d'appui aux actions d'EAD des groupes locaux du CCFD
<p>Réflexion sur le positionnement des réseaux régionaux sur le territoire</p>	<p>Rôle de la coordination régionale du réseau CCFD :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Appuyer les initiatives des relais locaux (formations outils) dans une démarche ascendante en respectant les initiatives et autonomie des relais ☞ Favoriser des actions d'EAD-SI et plaidoyer de CCFD. Vision qu'il est important d'aller au-delà d'actions d'ED mais mener des campagnes de plaidoyer. <p>Intérêt pour le CCFD du lien avec le RADSI notamment pour mieux entrer dans les établissements publics avec certains projets d'EAD portés par le RADSI, mais bilan mitigé du positionnement du RADSI.</p> <p>Vision qu'un réseau de SI régional devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Affirmer une identité plus militante pour à la fois fédérer en interne autour d'un projet fort / affirmer une identité en externe de réseau militant (spécificité par rapport à un acteur comme Cap Coopération) ☞ Se rapprocher de ses membres et animer le réseau (services aux membres) en repartant de ce que sont les associations, de leurs actions individuelles et besoins d'appui pour soit offrir des formations / soit mobiliser des partenaires / soit définir des projets à partir de ce que font les associations (reprenre leurs campagnes) ☞ Identifier des thèmes de travail transversaux qui peuvent donner lieu à des chantiers de réflexion en interne et avec d'autres réseaux (exemple : réflexion sur la mobilisation des jeunes dans les associations de SI et autres)
<p>Gouvernance et participation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Pour animer un réseau régional, il y a besoin d'une présence locale dans un département, de venir régulièrement pour travailler sur les visions communes, sur la vie de réseau, prendre le poult de ce que chacun vit, avoir des rencontres internes en plus des soirées publiques. ☞ Importance d'avoir des projets régionaux décentralisés : par exemple pour le RADSI : les mercredis du développement : les faire vivre / tourner dans les départements

7 Annexe 7 : Références bibliographiques sur les nouvelles formes de militance

L'humanitaire ou le management des dévouements.

Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde

Presses Universitaires de Rennes (prix : 16 Euros), Sous la direction d'Annie Collovald avec Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier, Laurent Willemez



Depuis une quinzaine d'années en France, un nouveau mode d'action humanitaire est apparu. Des organisations aidant au développement du Tiers-Monde refusent l'étiquette « humanitaire » pour celle de « solidarité internationale ». Se démarquant aussi d'un militantisme politique perçu comme trop idéologique et « prisonnier de conflits internes, elles tentent de structurer leur militantisme autour du modèle de l'expertise : souci du diagnostic, élaboration d'un projet "ad hoc" aux finalités précises, évaluation de l'efficacité des actions de terrain, ajustement des compétences professionnelles à l'objectif visé. Ainsi des salariés, proposent, sur la base de leur métier, des « transferts de technologie » et se rendent, en équipe restreinte, en Afrique ou en Asie pour des opérations de modernisation technique cherchant à associer les acteurs locaux.

En quoi ce type d'engagement vient-il renouveler un militantisme plus ancien où ce sont les plus proches qui sont aidés et où la loyauté envers les plus faibles se dit davantage en termes politiques ou en "inclination du coeur" ?

Comment se constitue ici le sentiment d'obligation envers les autres ? Comment les autres lointains sont-ils perçus et placés parmi toutes les justifications possibles de l'action ? L'enquête, qui porte sur une centaine d'entretiens et l'observation des réunions au retour de la mission, permet de découvrir un monde de dévouements ; mais un monde pris entre reconversion et déplacement de l'intérêt pour les plus fragiles, entre passion publique et préoccupation managériale. Elle restitue, ce faisant, les paradoxes et les dilemmes que rencontrent ces militants, toutes ces épreuves parfois inattendues et toujours à surmonter pour pouvoir continuer à pratiquer l'"humanité" et l'altruisme auxquels ils croient. Ce livre examine ainsi tout à la fois ce que représente concrètement l'"humanitaire" et ce que l'on l'appelle "les nouvelles formes de militantisme".

La fin des militants

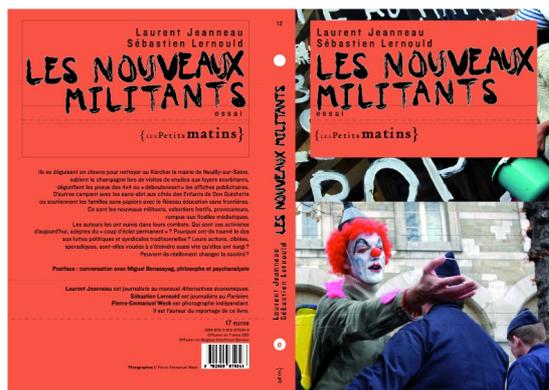


Est-ce la fin des militants ? Dépolitisation, désyndicalisation, tribalisation, affaiblissement du lien social, repli sur la vie privée, les signaux ne manquent pas qui semblent annoncer le déclin de l'engagement dans l'espace public. Ce diagnostic demande pourtant à être affiné : la fin de la militance signifie-t-elle la fin de l'engagement ? Telle est l'interrogation à laquelle répond ce livre.

Fruit d'une observation attentive des groupes associatifs sur une longue période, cet ouvrage met au jour deux modèles d'engagement dans la vie de la cité : l'engagement militant où l'individu adhère totalement à l'organisation qu'il sert et l'engagement distancié où l'individu se sert de l'association comme d'un outil pour mener une action limitée dans le temps.

A l'écart des discours nostalgiques et prophétiques, le propos vigoureux et décapant de Jacques ION stimulera la réflexion et la pratique de ceux qui recherchent de nouvelles formes d'exercice de la citoyenneté.

Les nouveaux militants



Ils se déguisent en clowns pour nettoyer au Karcher la mairie de Neuilly-sur-Seine, sablent le champagne lors de visites de studios aux loyers exorbitants, dégonflent les pneus des 4x4 ou «déboulonnent» les affiches publicitaires.

D'autres campent avec les sans-abri aux côtés des Enfants de Don Quichotte ou soutiennent les familles sans papiers avec le Réseau éducation sans frontières.

Ce sont les nouveaux militants, volontiers festifs, provocateurs, rompus aux ficelles médiatiques. Les auteurs les ont suivis dans leurs combats. Qui sont ces activistes d'aujourd'hui, adeptes du «coup

d'éclat permanent» ? Pourquoi ont-ils tourné le dos aux luttes politiques et syndicales traditionnelles ? Leurs actions, ciblées, sporadiques, sont-elles vouées à s'éteindre aussi vite qu'elles ont surgi ? Peuvent-ils réellement changer la société ?

Postface : conversation avec Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste

Laurent Jeanneau est journaliste au mensuel Alternatives économiques.

Sébastien Lernould est journaliste, il collabore au Parisien.

Pierre-Emmanuel Weck est photographe indépendant. Il est l'auteur du reportage photographique de ce livre.

17 euros, Les Petits Matins

ISBN 978-2-915-87934-6 Diffusion en France CED

Autres références utiles

A. Collovald : ***L'humanitaire expert : le désencastrement d'une cause politique***

L. Willemez : ***De l'expertise à l'enchantement du dévouement***

M.-H. Lechien : ***Aider les autres : trajectoires professionnelles, reconversions militantes et valorisation de la "personne"***

S. Rozier : ***Les justifications de l'engagement***

A. Collovald : ***Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants***